

Brochure n° 3302

**Convention collective nationale**

IDCC : 2147. – **ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU  
ET D'ASSAINISSEMENT**  
(2<sup>e</sup> édition – Juin 2002)

■ *Journal officiel* du 23 mars 2006

**Arrêté du 14 mars 2006 portant extension d'un avenant à la  
convention collective nationale des services d'eau et d'assainisse-  
ment (n° 2147)**

NOR : SOCT0610668A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu les arrêtés du 28 décembre 2000, et notamment l'arrêté du 3 août 2005, portant extension de la convention collective nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000 et de textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 4 du 5 septembre 2005 relatif aux salaires à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 5 mars 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000, les dispositions de l'avenant n° 4 du 5 septembre 2005 relatif aux salaires à la convention collective susvisée.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 2006.

Pour le ministre et par délégation,  
Par empêchement du directeur  
des relations du travail :  
*L'administratrice civile,*  
A. BREAUD

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.